



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

13 août 2026

DOUFELGOU/REPARATIONS MEMORIELLES :

LE HCRRUN HONORE LA MEMOIRE DE FEU COL. KLEBER DADJO A SIOU

Niamtougou, 13 août (ATOP) – Le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) a rendu hommage à feu Col. Kléber Bawaïna Dadjo, ancien président de la République togolaise, lors d'une cérémonie officielle le mercredi 12 août à Siou, son village d'origine, dans la préfecture de Doufelgou.



Le mausolée et le bâtiment (arrière plan) abritant la tombe de l'illustre



Coupure symbolique du ruban

La cérémonie, présidée par le président du Sénat, Barry Moussa Barqué, représentant personnel du Président du Conseil, a mobilisé plusieurs personnalités politiques, administratives, traditionnelles, militaires et civiles du pays, aux côtés des populations de Siou, de Doufelgou et des membres de la famille de l'illustre disparu. Cet hommage s'inscrit dans la mise en œuvre de la recommandation n°46 de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), qui préconise la réhabilitation et la célébration des personnalités ayant occupé de hautes fonctions et rendu des services significatifs à la nation togolaise.

SOMMAIRE

NOUVELLES DES PREFECTURES	3-14
NOUVELLE DE L'ETRANGER	14-16
SPORTS	16-17

Cet événement hommage vise notamment à réhabiliter la mémoire du Col. Kléber Dadjo, président du Comité de réconciliation nationale et chef de l'État du 13 janvier au 13 avril 1967. Il entend également contribuer au renforcement de la paix, de la cohésion sociale et du devoir de mémoire.



Des officiels



La tombe du feu Dadjo

La cérémonie a été marquée par la présentation du mausolée, de témoignage, la coupure du ruban symbolique et le dépôt d'une gerbe de fleurs sur la tombe du défunt. L'Etat, à travers le HCRRUN, a réalisé un complexe sépulcral à Siou, destiné à abriter les restes de l'illustre disparu, dans le respect des vœux de sa famille et des traditions du pays Nawda. L'ouvrage entend ainsi préserver la mémoire de cet ancien chef d'Etat et officier supérieur des Forces armées togolaises (FAT).

La présidente du HCRRUN, Awa Nana-Daboya a souligné que cet hommage national traduit la volonté de l'Etat de panser les blessures du passé et de raffermir la cohésion nationale à travers le devoir de mémoire. Elle a précisé que l'érection du mausolée est l'aboutissement d'un processus de concertation avec la famille du défunt, les cadres et les autorités traditionnelles de la localité.

Mme Nana-Daboya a également indiqué que les démarches entreprises ont permis le paiement de la rente viagère aux veuves du défunt et la réalisation d'un ouvrage biographique grâce à l'ouverture exceptionnelle des archives militaires. Selon elle, le mausolée constitue désormais un symbole de rassemblement et un repère mémoriel destiné à lutter contre l'oubli. La présidente de HCRRUN a enfin invité les populations riveraines à préserver ce patrimoine et à promouvoir le pardon, ainsi que le rejet de la haine.

Le chef d'état-major général des FAT, Gal Allahare Dimini a retracé la riche carrière militaire du Col. Dadjo, présenté comme un modèle d'éthique, de discipline et de dévouement pour les générations actuelles et futures des FAT.

Au nom de la famille, Dr. Francis Asser Dadjo a témoigné sa gratitude aux autorités pour cette reconnaissance nationale. Il a rappelé l'importance, pour une nation, de se souvenir de ses pionniers et de ceux qui ont contribué à bâtir la République par devoir et sacrifice. Dr. Dadjo a, ainsi appelé la jeunesse à s'inspirer des valeurs de service et de dévouement incarnées par celui dont la mémoire est célébrée.

ATOP/SG/TAL/DHK



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DES PREFECTURES

CENTRALE/ SCHEMA NATIONAL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : **LES ACTEURS REGIONAUX S'APPROPRIENT LE CONTENU**

Sokodé, 13 août (ATOP) - Le Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) a été dévoilé aux acteurs régionaux de la Centrale, réunis en atelier, le mercredi 12 août à Sokodé.

Organisée par le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme, la rencontre s'inscrit dans le cadre de l'exécution de la Politique nationale d'aménagement du territoire (PONAT) adoptée en septembre 2009. Elle a permis aux acteurs de s'approprier le contenu du SNAT. C'est un document destiné à promouvoir un développement équilibré, cohérent et durable du pays en réduisant les disparités régionales, en organisant l'espace national et en servant de cadre de référence stratégique pour guider les investissements publics



Officiels et participants

Les participants ont été éclairés sur les six livrables du SNAT à savoir le rapport d'orientation méthodologique, le rapport bilan diagnostic, le document du SNAT, le dispositif de suivi-évaluation, la stratégie de communication, et l'Atlas de développement. Ils sont appelés à prendre en compte les orientations, les objectifs stratégiques, les programmes structurants et les projets du SNAT dans leurs politiques et programmes de développement.

Le préfet de Tchaoudjo, assumant les charges de gouverneur de région, Tchimbiantja Yendoukoa Douti a remercié le Président du Conseil, Faure Gnassingbé pour les orientations définies pour la conduite de l'action publique au cours des six prochaines années. Il a souligné l'importance d'une démarche participative pour atteindre les objectifs du schéma national. « Un schéma national ne peut produire des résultats durables que s'il est compris par les populations », a-t-il conclu

Le secrétaire général du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme, Lebigaza Meindou a rappelé que le SNAT est un document de planification spatiale à l'horizon 2045. Il a précisé que c'est un cadre méthodologique inclusif et rigoureux, conçu pour corriger définitivement les déséquilibres spatiaux et socio-économiques du pays.

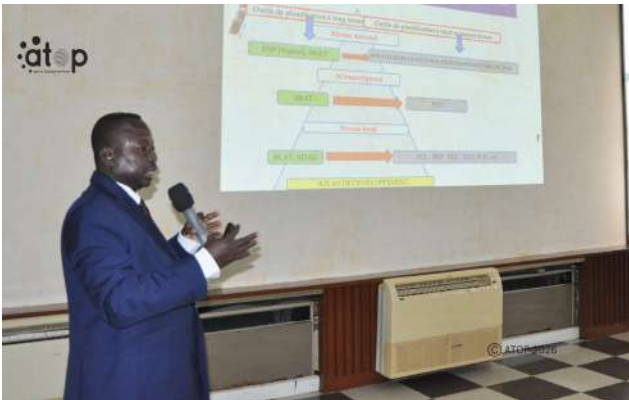
Le directeur régional de la Planification, Ouro-Djéri Abdul-Razak a fait savoir qu'une fois adopté, le schéma national d'aménagement du territoire servira d'instrument référentiel d'aide à la prise de décision pour l'exécutif togolais. Il a ajouté que sa mise en œuvre va améliorer la cohérence et la synergie des politiques et stratégies sectorielles, pour une gestion harmonieuse, équilibrée et durable de l'espace national.

Le rapporteur du Conseil régional, M'beou Kokou Mayo a promis jouer pleinement sa partition en veillant à l'alignement de l'ensemble des documents de planification sur les orientations stratégiques et les objectifs du schéma national d'aménagement du territoire.

ATOP/TAA/MEK/DHK

KOZAH:

LE DOCUMENT RENDU PUBLIC



Dr. Demakou présentant les étapes du SNAT déjà franchies

Les travaux ont permis aux acteurs concernés de faire connaissance des rapports d'orientation méthodologique et du bilan-diagnostique, du SNAT, le dispositif de suivi-évaluation, la stratégie de communication, ainsi que l'atlas de développement.

Les échanges ont mis en lumière plusieurs axes autour desquels le SNAT doit se centrer durant sa mise en œuvre, en l'occurrence l'insécurité alimentaire, le changement climatique, le développement humain, les dynamiques de disparités, le développement local et urbain. Les forces, les faiblesses, les tendances et projections futures, les défis et la vision du Togo pour l'horizon 2045, ainsi que le programme indicatif de mise en œuvre du SNAT et les projections pour les 5 prochaines années (2026-2031), ont également fait objet de discussion.

Les grandes orientations stratégiques, les programmes structurants et les projets contenus dans ce document et les responsabilités des différents acteurs de développement impliqués dans la mise en œuvre du SNAT ont été présentés aux participants constitués des autorités décentralisées et déconcentrées, militaires, traditionnelles et civile de la région.



Le gouverneur (au micro) ouvrant les travaux



L'assistance

Le gouverneur de la région de la Kara, Général de brigade, Adjitowou Komlan, a indiqué que l'élaboration du SNAT se justifie par la répartition disproportionnée des facteurs de production entre les villes, le manque de synergie et une planification sectorielle sans consensus. Il a insisté sur la nécessité d'assurer une cohérence entre le SNAT et les différentes politiques publiques sectorielles pour renforcer l'efficacité de l'action de l'État.

Le représentant du ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme, Dr. Démakou Yédoumbé a fait savoir que la mise en œuvre du SNAT ambitionne de réduire les déséquilibres et disparités entre Lomé, la capitale et les autres localités du pays d'une part, et entre les différentes régions et les espaces urbains et ruraux d'autre part.

Le président du conseil régional de la Kara, Bakèm Téba Blakinam et plusieurs autres personnalités ont assisté à l'ouverture des travaux de cette rencontre, 2^{ème} étape après la région des Savanes. ATOP/LER/TAL/AR

KOZAH :

LE PROJET D'ETABLISSEMENT HOSPITALIER DU CHR KARA VALIDE

Kara, 13 août (ATOP) - Le Projet d'établissement hospitalier (PEH) du Centre hospitalier régional (CHR-Kara) sur la période 2026-2030 a été, provisoirement, validé lors d'un atelier tenu du 10 au 12 août à Kara.



Table d'honneur



L'assistance

Organisée par la direction du CHR, la rencontre a permis de valider techniquement et de manière participative le PEH. La validation permettra au CHR de disposer d'un cadre stratégique de référence pour l'amélioration de la gouvernance, de l'offre de soins et de performance hospitalière.

Au cours des travaux, le contenu du PEH a été présenté aux parties prenantes leur permettant de faire des amendements. Les participants, notamment les agents de la santé, les facilitateurs, les partenaires techniques et financiers, les personnes ressources, ainsi que les acteurs communautaires, ont passé en revue les différentes rubriques des six projets contenus dans ce PEH. Il s'agit des projets médical, qualité des soins, managérial, infrastructures et plateau technique, système d'information hospitalier et le projet social.

Les participants ont aussi fait des observations et des recommandations qui ont été intégrées au document final validé. Le but est de renforcer l'adhésion et l'engagement des acteurs institutionnels et techniques pour une mise en œuvre efficace des orientations stratégiques définies dans le PEH.

Ce document qui a été enrichi davantage sera transmis au ministère de tutelle pour son approbation définitive.

La mise en œuvre de cet outil stratégique quinquennal permettra au CHR Kara de répondre de manière efficace aux besoins de santé de la population ; d'améliorer l'accès, la qualité et la continuité des soins. Il contribuera aussi à optimiser l'utilisation des ressources disponibles, à favoriser l'innovation et l'intégration des nouvelles technologies, tout en renforçant la gouvernance et la transparence dans la gestion hospitalière.

Le secrétaire général du gouvernement de la Kara, Gningbangou Gountibote a fait savoir que le PEH du CHR Kara, s'inscrit dans la vision du Président du Conseil sur



La présentation du contenu du projet PEH

laquelle se fondent et se déclinent les actions et projets de développement des différentes institutions du pays. Il a émis le vœu que ce PEH devienne un véritable outil de pilotage capable d'accompagner durablement la transformation du CHR-Kara en un établissement moderne, performant et centré sur le patient.

Le directeur du CHR-Kara, Etou Koffi a souligné que ce document stratégique formalise la vision et structure les ambitions, tout en guidant les actions au quotidien. Le PEH répond, a-t-il précisé, à un défi majeur, celui d'adapter l'hôpital aux évolutions médicales, technologiques, sociales et démographiques en plaçant le patient au cœur des actions. M. Etou a exprimé sa gratitude à tous les acteurs impliqués dans le processus. ATOP/TAL/BA/DHK

LA FAO OUTILLE DES JEUNES ENTREPRENEURS AGRICOLES SUR LA PROTECTION DE LEURS INNOVATIONS

Kara, 13 août (ATOP) - Les jeunes entrepreneurs agricoles de la région septentrionale ont renforcés leurs compétences les 11 et 12 août à Kara, sur la gestion de la propriété intellectuelle et la valorisation économique des innovations agricoles et agroalimentaires.



Des jeunes entrepreneurs



Table d'honneur

La session de formation a été initiée par l'Organisation des nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en collaboration avec le ministère en charge de l'Agriculture, et l'Institut national de la propriété industrielle et de la technologie (INPIT). Elle entre dans la mise en œuvre du projet « Appui à la promotion de l'entrepreneuriat agricole des jeunes au Togo ».

Les jeunes entrepreneurs et les responsables des structures d'accompagnement ont été éclairés sur la protection de leurs inventions, marques, savoir-faire et autres créations. Ils ont pris connaissance des fondamentaux de la propriété intellectuelle et des missions de l'OAPI/INPIT ; de la protection des inventions par brevet et l'utilisation stratégique des marques. Les participants ont été également édifiés sur la protection des secrets d'affaires et la valorisation des produits locaux à travers les marques collectives et les indications géographiques, ainsi que l'intégration de la propriété intellectuelle, comme outil de compétitivité des entreprises.

Le chargé de programme à la FAO-Togo, Djiwa Oyétoundé, a relevé l'importance de la protection des idées et innovations pour accroître la valeur des produits agricoles et agroalimentaires. Selon lui, l'enjeu est désormais de produire mieux, transformer davantage les produits sur place, protéger les innovations et améliorer la commercialisation des produits togolais. Il a rappelé que dans le cadre ce projet, 164 plans d'affaires de jeunes ont été reçus par la FAO, dont 27 présélectionnés qui ont fait objet de missions d'approfondissement et d'échanges.

M. Djiwa a exhorté ces jeunes entrepreneurs à considérer leurs productions non seulement comme des biens à commercialiser, mais aussi comme des marques, des savoir-faire et des innovations susceptibles de créer davantage de valeur.

Le directeur régional de l'Agriculture de la Kara, Dadja Badalake, a déclaré que cette formation vient aider les entrepreneurs à donner davantage de valeur à leurs créations et à mieux protéger leurs innovations. « L'initiative prise aujourd'hui par la FAO vient amorcer un grand début pour le développement de notre agriculture », a-t-il renchéri. Il a convié les bénéficiaires à mettre en pratique les acquis en innovant dans d'autres domaines susceptibles de contribuer au développement durable.

Des études de cas, travaux de groupe, simulations, échanges d'expériences et séances de questions-réponses ont marqué ces jours de formation. ATOP/AE/TAL/BV

TONE/CRISE SECURITAIRE DANS LES SAVANES :

UNE FORMATION PRATIQUE POUR SOUTENIR LES JEUNES ET LES FEMMES

Dapaong, 13 août (ATOP) - Un atelier de formation pratique destiné à renforcer les capacités des personnes ressources accompagnant les jeunes et les femmes vulnérables de la région des Savanes s'est tenu les 11 et 12 août à Dapaong.

La formation est initiée par Plan international Togo, bureau régional des Savanes et de la Kara, dans le cadre du projet « Action intégrée de réponse de crise dans la région des Savanes (Savanes Kpaadu) ». Ce projet est mis en œuvre en partenariat avec les ONG Communication pour un développement durable (CDD), Humanité & inclusion (Handicap International) et la Centrale africaine pour un développement intégral et durable (CADID). L'objectif est de renforcer les capacités des personnes ressources pour les rendre capables d'accompagner les bénéficiaires dans l'élaboration de plans d'affaires viables, favorisant ainsi la création d'Activités génératrices de revenus (AGR) et l'autonomisation économique.



Des participants



Une séquence de la formation

d'ancrer les acquis.

L'atelier a réuni 40 personnes ressources de 10 communes des préfectures de Tône, Cinkassé, Kpendjal et Kpendjal ouest, ainsi que des représentants de Plan International Togo et des partenaires locaux. Les participants ont bénéficié de modules interactifs sur la structuration d'un plan d'affaires, les critères de sélection des bénéficiaires, les mécanismes de recours et la gestion des plaintes. Des exercices pratiques, des études de cas et des simulations ont permis

Pour les organisateurs, ce projet est initié pour faire face aux problèmes de l'afflux de plus de 49 000 réfugiés et 10 000 déplacés internes, dont une majorité d'enfants, dans la région des Savanes. Ce déplacement massif entraîne des défis majeurs en matière de sécurité, d'accès aux services sociaux de base et de développement économique. Ce projet a vu le jour pour renforcer la cohésion sociale, la protection civile et la résilience économique des populations

Les participants ont exprimé leur gratitude à Plan international et ses partenaires pour cette formation qui leur a permis d'être assez outillés pour accompagner les jeunes et femmes de la région dans la création et la gestion de leurs projets économiques, contribuant ainsi à renforcer la résilience des communautés face à la crise.

La même formation est prévue les 14 et 15 août à Mango au profit de 24 personnes ressources de 6 communes des préfectures de Tandjouaré, Oti et Oti sud.

ATOP/TKA/JK/SED

DECENTRALISATION :

LE CONSEIL REGIONAL FAIT LE BILAN DU 1^{ER} SEMESTRE DE MISE EN ŒUVRE DE SON PLAN BIENNAL 2026-2027

Dapaong, 13 août (ATOP) – Un atelier de revue semestrielle du plan d'actions biennal 2026-2027 du conseil régional des Savanes a réuni les acteurs impliqués, le mercredi 12 août à Dapaong.

Cette assise a permis aux conseillers de dresser un bilan des six premiers mois de mise en œuvre afin d'ajuster les actions et maintenir la dynamique de développement au service des populations de la région.



Les conseillers et acteurs régionaux

D'après le bilan, plusieurs activités prévues ont été réalisées dans les domaines de l'eau, l'éducation et la santé, ceci grâce à la mobilisation de tous les acteurs, notamment le conseil régional, les services déconcentrés de l'État, les partenaires techniques et financiers et la société civile. Il s'agit, entre autres, de la construction de forages à motricité humaine, des salles de classe et maternités dans certaines localités. La synergie entre les institutions a permis d'optimiser les ressources et d'éviter les doublons, garantissant ainsi une meilleure efficacité des interventions. Toutefois des difficultés ont été relevées dans l'exécution de certaines activités et la coordination entre les différents acteurs.

Les participants ont aussi formulé des recommandations pour améliorer les performances au cours du prochain semestre.

Pour le premier vice-président du conseil régional, Nambiema Daouda Wattara, le bilan est globalement positif et les résultats obtenus témoignent de la pertinence de la collaboration entre les acteurs et de la capacité collective à agir pour l'intérêt général.

Validé le 3 février dernier, le tout premier plan d'actions biennal 2026-2027 est une feuille de route pour le développement régional. Il comprend quatre programmes, onze projets et cinquante-quatre activités, pour un budget total de 4 950 240 000 francs CFA, financé conjointement par la région et ses partenaires. Il vise à renforcer l'action du Conseil régional dans ses domaines de compétence et à améliorer les conditions de vie des populations. ATOP/JK/SED/BV

LE CONSEIL MUNICIPAL DE BLITTA 3 ADOPTE SON BUDGET SUPPLEMENTAIRE

Blitta-Gare, 13 août (ATOP) - Le conseil municipal de Blitta 3 a adopté, du 11 au 13 août, à M'poti, chef-lieu de ladite commune, son budget supplémentaire de l'année.

Ce budget supplémentaire s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 13 153 305 FCFA. Cette session de trois jours a, également, permis aux conseillers

d'effectuer une évaluation à mi-parcours de l'exécution budgétaire, de juger les efforts fournis par chaque acteur, de mesurer les écarts de réalisation et de prendre des décisions en vue de corriger les éventuels manquements. Les participants ont, aussi, approuvé le compte administratif, exercice 2025 afin de rendre compte fidèlement de la gestion écoulée.

Le budget passe ainsi de 277 048 258 FCFA à 290 201 563 FCFA, soit un accroissement de 4, 74% par rapport au budget primitif. Il consacre 219 867 976 FCFA soit 75, 77% à l'investissement.

Ce budget supplémentaire permettra d'offrir davantage de services publics indispensables aux populations, et d'assurer les réalisations des projets au titre de 2026. Il est prévu, entre autres, la construction et l'équipement de quatre bâtiments scolaires, la réalisation de deux forages photovoltaïques



Officiels et participants

équipés de deux bornes fontaines, la construction et l'équipement d'un centre communautaire, la sécurisation du patrimoine foncier et la dotation de la mairie en moyens matériels et roulants.

Le maire de Blitta 3, Kotokoli Koami a souligné que cet exercice traduit la volonté de l'exécutif et l'ensemble du conseil à mettre la commune sur la voie d'une gestion locale efficace et efficiente. Il a salué les efforts des contribuables et des acteurs communaux tout en exhortant ces derniers à s'impliquer, davantage, dans la mobilisation des ressources financières afin d'améliorer l'assiette fiscale aux bénéfices des populations.

Le secrétaire général de la préfecture, Katanga Eso-Houna a souhaité que ce budget supplémentaire permette à la commune de procéder aux ajustements nécessaires et d'assurer une meilleure adéquation entre les ressources disponibles et les priorités de développement. Il a invité les conseillers à poursuivre le dialogue avec les populations et à renforcer la collaboration avec tous les acteurs pour la réussite de leur mission.

ATOP/SF/MEK/BA

LACS/MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES :

DES ACTEURS MUNICIPAUX EN SESSION DE RENFORCEMENT DES COMPETENCES

Aného, 13 août (ATOP) - Une session de formation et de renforcement de capacités des acteurs municipaux de la décentralisation sur la mobilisation des ressources financières se tient du 12 au 14 août à Anfoin, dans la commune Lacs 4.

La formation est placée sous le thème « Mobilisation des ressources financières ». Elle est organisée par l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT) dans le cadre de la mise en œuvre de son plan national de formation. La rencontre réunit des maires, des présidents et rapporteurs des commissions finances, des contrôleurs financiers délégués, des receveurs municipaux, des trésoriers de région, des secrétaires généraux, des régisseurs ainsi que des agents de recouvrement des communes Bas-Mono 1 et 2 et Lacs 4.

L'objectif est de doter les participants des compétences pratiques nécessaires leur permettant d'améliorer la mobilisation et la gestion des ressources financières au niveau des collectivités territoriales. Il s'agit également de clarifier le cadre juridique et réglementaire de la mobilisation des ressources financières communales, d'identifier les différentes catégories de ressources internes et externes mobilisables par les communes. La rencontre permettra également de détailler les procédures opérationnelles de

mobilisation des recettes fiscales, non fiscales et des financements externes et de renforcer la compréhension des rôles et responsabilités des différents acteurs impliqués dans ce processus.



Séance de travail



Table d'honneur

Les participants seront édifiés sur les attributions et le fonctionnement d'une régie de recette, son organisation, les supports de la tenue de la comptabilité de la régie des recettes, la collaboration du régisseur avec son comptable de rattachement et les actions d'accompagnement de l'ordonnateur et du conseil municipal. Ils seront aussi renseignés sur la procédure de mobilisation des recettes fiscales, la mobilisation des ressources dans le cadre des compétences partagées dans le domaine de santé. Les travaux pratiques leur permettront également de partager leurs expériences et d'identifier les difficultés rencontrées dans la mobilisation des ressources financières en vue de dégager des approches adaptées au contexte des collectivités.

Le préfet des Lacs, Bénissan-Tétévi Datè a salué l'initiative qui s'intègre dans la dynamique de la politique de la gouvernance financière des communes. Il a adressé ses remerciements au Président du Conseil pour son engagement constant en faveur de la décentralisation. Le préfet a exhorté les participants à s'approprier les thématiques afin que les collectivités deviennent plus fortes, plus autonomes et plus proches des populations.

Le maire des Lacs 4, Anénou Ayikoué Martin s'est réjoui de cette activité qui vise à renforcer les liens entre les communes. Il a ajouté qu'elle permettra de mieux relever les défis auxquels les communes sont confrontées en matière de la mobilisation des ressources financières.

ATOP/DK/BA/DHK

YOTO :

L'ANFCT FORME LES ACTEURS COMMUNAUX

Tabligbo, 13 août (ATOP) - L'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT) organise, du 12 au 14 août à Tabligbo, une session de formation à l'intention des acteurs communaux de la préfecture de Yoto.

Axée sur le thème, « Mobilisation des ressources financières », cette rencontre s'inscrit dans la droite ligne des réformes engagées par le gouvernement pour consolider la décentralisation et promouvoir une gouvernance locale plus efficace, proche des citoyens.

La session regroupe les maires, les élus locaux, les receveurs et trésoriers, les secrétaires généraux, les responsables administratifs et financiers. Les présidents et rapporteurs des commissions de finances, les régisseurs ainsi que les agents de recouvrement y prennent également part. L'objectif est de permettre aux participants de mieux comprendre le cadre juridique et réglementaire de la mobilisation des ressources financières communales. Il est également question de renforcer les capacités des acteurs

locaux pour une meilleure mobilisation, gestion et la sécurisation des ressources financières nécessaires au développement des collectivités territoriales.

Les participants seront entretenus sur plusieurs modules portant notamment sur le cadre juridique et les ressources financières des collectivités territoriales. Ils seront édifiés sur l'attribution, l'organisation et le fonctionnement d'une régie de recettes, ainsi que les procédures de mobilisation des ressources financières.

Le secrétaire général de la préfecture de Yoto, Akayi Guédzé Koffi a relevé que la gouvernance démocratique locale et la décentralisation constituent un cadre propice à la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales. Il a fait savoir que la mobilisation efficace des ressources financières constitue un enjeu majeur pour permettre aux collectivités territoriales de répondre davantage aux besoins des populations.

Le premier adjoint au maire de Yoto 1, Fiomagnè Yaovi a relevé quatre axes prioritaires de la commune. Il s'agit de la modernisation des outils de recensement de la matière imposable, l'optimisation des techniques de recouvrement de taxes locales, la sécurisation des circuits financiers et l'instauration d'un dialogue de confiance avec les contribuables. ATOP/SAK/BA/BV



Les participants

BAS-MONO /EXERCICE DE SIMULATION AUX INONDATIONS : **UNE REUNION PREPARATOIRE MOBILISE LES ACTEURS**

Afagnan, 13 août (ATOP) – Une rencontre d'information et d'échange en prélude aux exercices de simulation des actions précoces face aux inondations dans la région Maritime, s'est tenue le mercredi 12 août à Afagnan.

L'exercice de simulation va se dérouler le vendredi 14 août dans 12 localités notamment Adamé et Kpondavé (Lacs), Mavoémé, Agbétiko, Batonou, Louis-Kondji, Gbandi et Dokou-Kondji (Bas-Mono) et Logokpo, Akladjènou, Anonli-Kondji et Kpodji (Yoto).

Organisée par la Croix rouge togolaise (CRT), cette rencontre se situe dans la dynamique du projet « Renforcement institutionnel des capacités dans le domaine de la préparation aux catastrophes et de l'adaptation au changement climatique, phase 3 » (RIC-ACC). Elle est soutenue financièrement par la Croix rouge allemande par le truchement du ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ). La rencontre a mobilisé des acteurs de la plateforme régionale de gestion de risque et catastrophes, des partenaires étatiques, des organisations de la société civile, la CEB/Nangbléto, les autorités locales, les volontaires de la Croix rouge.

Les échanges ont permis de présenter les objectifs et les modalités des exercices de simulation, tout en renforçant la compréhension des rôles et responsabilité des différents acteurs. Les participants ont été édifiés sur le projet, le Système d'alerte précoce (SAP), les différents outils communautaires de gestion de risque, les aspects à observer et à apprécier lors de l'exercice.



Les participants

L'exercice a pour objectif de tester et améliorer la capacité des communautés à gérer les situations réelles d'inondation dans la région Maritime. Il s'agit de préparer les communautés aux éventuels risques, de tester l'efficacité du SAP et d'apprécier la réaction des communautés. La finalité est d'améliorer le fonctionnement du SAP et de renforcer la collaboration entre les différents acteurs et les partenaires de la plateforme régionale de gestion des catastrophes. Il est aussi question de renforcer l'engagement durable des acteurs impliqués dans l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques catastrophes au Togo par le renforcement des capacités et le transfert de connaissance et compétences aux communautés.

Le secrétaire général de la préfecture de Bas-Mono, Katchawatou Dia-Eleki a relevé l'importance de la collaboration entre les acteurs, soulignant qu'aucun acteur ne peut à lui seul faire face efficacement à une catastrophe.

Le coordinateur régional Maritime de la CRT, Dr Jean Kékéli Komivi Akrodu a souligné qu'à travers cet exercice de simulation, la CRT entend contribuer au renforcement de la résilience des populations exposées aux inondations et à l'amélioration des mécanismes locaux de préparation et de réponse aux catastrophes liées aux effets néfastes du changement climatique.

ATOP/DK/AR

AGOU/SECURITE ALIMENTAIRE :

UN PROJET EN FAVEUR DES AGRICULTEURS LANCE

Agou-Gadzépé, 13 août (ATOP) -

L'association Nyanyuie a officiellement lancé, le mercredi 12 août à Amoussoukopé dans la commune Agou 2, le projet « Sécurité alimentaire durable pour les familles d'agriculteurs au Togo ».

L'initiative de l'association Nyanyuie a bénéficié de l'appui financier du parlement et le ministère d'Etat du Baden-Württemberg via la Fondation pour la coopération au développement du Baden-Württemberg et de ANDA e.V. Elle a pour objectif de renforcer les compétences des producteurs en techniques agroécologiques, la préservation des sols, la production adaptée au climat, la conservation, la transformation et la commercialisation des produits agricoles.

Le projet sera mis en œuvre sur une période de 12 mois (de juillet 2026 à juin 2027) dans dix villages de la commune.

Plusieurs activités seront menées. Dix femmes et dix hommes de 18 à 35 ans, actifs dans l'agriculture seront formés. Par le mécanisme de transfert des connaissances, au moins 100 autres agriculteurs devraient aussi être touchés indirectement, avec un impact potentiel sur environ 700 personnes.

L'assistance a suivi la présentation globale du projet. Elle a été également entretenue sur l'importance de l'agroécologie, le rôle des producteurs dans la réussite du projet et l'accompagnement technique prévu. Les participants ont échangé, en outre, avec les représentants des services techniques sur la transhumance et les effets du changement climatique.

Le président de l'association Nyanyuie, Koto Komi Wolako a souhaité que les connaissances qui seront acquises par les producteurs soient mises en pratique. « Nous voulons voir des producteurs expérimenter de nouvelles techniques dans leurs parcelles,



Des participants

observer les résultats, identifier ce qui fonctionne, corriger ce qui ne fonctionne pas et partager leurs expériences avec leurs voisins », a dit M. Koto.



Le maire (au milieu) s'adressant...



...aux participants

Le maire de la commune Agou 2, Sakpa Koofi, a souligné que ce projet apporte des solutions concrètes aux défis que rencontrent les producteurs : baisse de fertilité des sols, pertes post-récoltes, difficultés d'accès aux marchés. Il a encouragé les bénéficiaires à saisir cette opportunité pour transformer durablement leurs pratiques agricoles, améliorer leurs revenus et renforcer la sécurité alimentaire de leurs familles. M. Sakpa a exprimé l'engagement de sa commune à accompagner ce projet en vue de sa réussite.

ATOP/BSM/BV

ZIO:

365 562 MOUSTIQUAIRES DISTRIBUEES DANS LE DISTRICT SANITAIRE DE ZIO

Tsévié, 12 août (ATOP) – Le taux de distribution de Moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) dans la préfecture de Zio s'élève à 86,7 %, a affirmé le Comité local d'organisation (CLO) lors de sa réunion consacrée au bilan de ses activités, le mardi 12 août à Tsévié.

Le bilan a été présenté par le point focal de lutte contre le paludisme dans le district sanitaire de Zio, Alassani Mouhamada. Il ressort que le district de Zio a réceptionné 415 400 moustiquaires. Sur ce total, 365 562 ont été distribuées à 140 586 ménages sur 162 142 dénombrés, soit de couverture de 86,7 %. Sur les 42 formations sanitaires, 8 ont atteint 100 % de couverture des ménages et 24 dépassent le seuil de 95 %. Un excédent de 39 444 moustiquaires dégagé a été redéployé vers les districts d'Agoè-Nyivé et Golfe, pour éviter toute perte de stock.



Les membres du CLO-Zio

Des difficultés ont été relevées, entre autres, la défaillance du prestataire de convoyage des moustiquaires, la pression financière sur les Comités de gestion (COGES), la déperdition entre les MII reçues et distribuées. En termes de recommandations, il a été demandé de sécuriser le prestataire de convoyage, de créer un fonds d'urgence logistique, de renforcer le suivi des formations sanitaires à risque, d'anticiper le redéploiement des excédents et de capitaliser les bonnes pratiques des COGES.

Le représentant du président du CLO-Zio, Bandekine Yendoubé, a émis le vœu que les recommandations formulées puissent être transmises au niveau central et qu'un suivi soit fait pour corriger les difficultés rencontrées pour les prochaines fois.

ATOP/BBG/MD/BV

RADIO "KEKELI" DE L'AVE :**M. YVES SOGADJI PASSE LE TEMOIN A AKAKPO DENIS**

Kévé, 13 août (ATOP) - Une cérémonie de passation de service entre le directeur sortant de la Radio rurale "Kékéli" de l'Avé, Yves Sogadji admis à la retraite et son successeur, M. Akakpo Denis, s'est tenue le mercredi 12 août à Kévé.

La cérémonie a été présidée par le directeur national des radios rurales, Amayi Wiyao, en présence des membres du Comité local de développement, des cadres, du personnel et de plusieurs acteurs locaux. Celui-ci a exhorté le nouveau responsable



Des participants

à une étroite collaboration avec son prédécesseur, afin de tirer parti de l'expérience acquise et de préserver les acquis de la station. Il a invité les agents à privilégier le dialogue, la concertation et l'esprit d'équipe pour assurer le bon fonctionnement de la structure et renforcer son impact auprès des populations.

Le directeur sortant a adressé ses vœux de plein succès à son successeur dans l'exercice de ses nouvelles fonctions. M. Sogadji a invité l'ensemble du personnel à lui apporter son soutien, afin de consolider les acquis et de poursuivre les actions engagées.

M. Akakpo a pour sa part remercié son prédécesseur pour le travail accompli et le leadership exercé à la tête de la station. Il a réaffirmé sa volonté de capitaliser sur les initiatives existantes et d'apporter sa contribution à l'amélioration des performances de la structure. Le nouveau responsable a, par ailleurs, sollicité l'accompagnement de ses collaborateurs, estimant que l'efficacité de son action dépendra de la cohésion, de l'engagement collectif et de la qualité du travail d'équipe.

La cérémonie a pris fin par une visite des locaux par le directeur et la délégation qui l'a accompagné. Le directeur a échangé avec le personnel sur les conditions de travail et sur les perspectives d'amélioration de fonctionnement de la radio.

Accessible sur la bande 94,1 FM, la Radio Kékéli fait partie des quatre radios rurales relevant du ministère de la Communication. Elle contribue à l'information et à la sensibilisation des populations, tout en accompagnant les initiatives en faveur du développement local. ATOP/KAT/BA/BV



ATOP

**Pour vos articles, reportages
Nous contacter.**

Actualités, Proximité

☎ +228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

✉ atoptogo1@gmail.com

🌐 www.atop.tg



NOUVELLES DE L'ETRANGER

LA CÔTE D'IVOIRE VEUT RENFORCER SON DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Abidjan, (Xinhua) - Le ministre ivoirien de l'Economie, des Finances et du Budget, Adama Coulibaly, a réaffirmé le mercredi 12 août, lors de l'inauguration du nouveau Centre d'information du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment

d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) à Abidjan, l'engagement de la Côte d'Ivoire à renforcer son dispositif de lutte contre la criminalité financière.

Il a souligné la nécessité d'une réponse collective face à des formes de criminalité financière devenues de plus en plus complexes. "Les actifs virtuels, les technologies numériques et l'intensification des flux financiers transfrontaliers contribuent à transformer profondément l'environnement dans lequel évoluent les acteurs de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme", a-t-il expliqué.

"Aucun pays, aucun Etat ne peut prétendre relever seul ces défis", a-t-il dit, appelant à renforcer la formation, le partage d'informations et la coopération régionale. Selon M. Coulibaly, le Centre d'information du GIABA à Abidjan doit constituer un outil régional de sensibilisation, de renforcement des capacités, de recherche, de documentation et de communication au profit des Etats membres francophones et lusophones.

Il a souhaité que le centre rapproche davantage le GIABA des organisations de la société civile, des médias, des universitaires et des étudiants, afin de devenir progressivement un véritable pôle régional d'excellence en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Le président de la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF), le général Idrissa Touré, a pour sa part indiqué que l'installation du Centre d'information à Abidjan témoignait de la confiance accordée à la Côte d'Ivoire dans la dynamique régionale de lutte contre la criminalité transnationale. Il a également mis en avant les nombreuses réformes institutionnelles et réglementaires engagées par la Côte d'Ivoire dans le cadre du processus d'évaluation et du plan d'action visant à renforcer son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Xinhua

----- **LE CAMEROUN LANCE SA POLITIQUE NATIONALE DE LA JEUNESSE 2025-2035 POUR AUTONOMISER LES JEUNES**

Yaounde, (Xinhua) - Le gouvernement camerounais a lancé le mardi 11 août à Yaoundé sa Politique nationale de la jeunesse (PNJ) 2025-2035, lors d'une table ronde de mobilisation des partenaires techniques et financiers, organisée par le ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Mounouna Foutsou.

D'après le gouvernement, la PNJ ambitionne de voir émerger, à l'horizon 2035, une jeunesse épanouie, responsable, créative, dynamique et pleinement engagée dans la réalisation des objectifs de développement du Cameroun.

Le budget annoncé pour la première phase opérationnelle de cette politique décennale est estimé à 386,1 milliards de FCFA (679,6 million de dollars). Ce montant devrait être mobilisé auprès des bailleurs. Parmi les priorités identifiées figurent l'emploi des jeunes, la formation et l'adéquation formation-emploi, l'entrepreneuriat, la santé reproductive, ainsi que les défis climatiques.

L'accent sera mis sur l'"approche jeune". Celle-ci consiste à ne plus faire des jeunes de simples bénéficiaires des programmes publics, mais des acteurs associés au suivi et à l'évaluation des politiques qui les concernent.

Pour Mounouna Foutsou, cette approche vise à mobiliser tous les partenaires et acteurs pour une mise en œuvre cohérente des interventions en faveur de la jeunesse.

Issa Sanogo, coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Cameroun, a salué l'adoption de cette politique par le gouvernement et rappelé que plus de 60% de la population camerounaise a moins de 25 ans. Pour les Nations Unies, cette réalité démographique doit devenir une opportunité de développement plutôt qu'un fardeau. Xinhua

LA ZAMBIE ORGANISE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Lusaka, (Xinhua) - La Zambie a organisé le jeudi 13 août des élections générales, au cours desquelles environ 8,7 million d'électeurs inscrits sont appelés aux urnes pour élire le président du pays, les membres de l'Assemblée nationale et les élus locaux. Les bureaux de vote à travers le pays ont ouvert à 06H00, heure locale (04H00 GMT).

Le président sortant Hakainde Hichilema, candidat présidentiel du Parti uni pour le développement national (au pouvoir), est confronté à la concurrence d'autres candidats.

Selon la Commission électorale de Zambie, un candidat à la présidence doit obtenir plus de 50% des suffrages valides pour remporter l'élection. Dans le cas contraire, un second tour sera organisé.

Le scrutin porte sur 226 circonscriptions et 1.858 quartiers, et les bureaux de vote fermeront à 18H00 heure locale (16H00 GMT). Xinhua

POUTINE SE REND SUR L'ÎLE D'ITOUROUP, DANS L'ARCHIPEL DES KOURILES (TASS)

Moscou, (Xinhua) - Le président russe Vladimir Poutine s'est rendu sur l'île d'Itouroup, dans l'archipel des Kouriles, en Extrême-Orient, a rapporté le jeudi 13 août, l'agence de presse russe TASS.

Selon TASS, M. Poutine s'est déplacé sur cette île après avoir assisté à la phase finale des exercices de la flotte du Pacifique à Ioujno-Sakhalinsk.

Par la suite, il a effectué une visite dans l'usine de transformation du poisson de Iasny, sur l'île d'Itouroup, a poursuivi la même source.

La Russie et le Japon sont en désaccord sur la souveraineté d'Itouroup, appelée Etorofu par le Japon, ainsi que sur trois autres îles situées au large de la préfecture japonaise d'Hokkaido (nord). Ces quatre îles, actuellement sous contrôle russe, sont désignées sous le nom de "Territoires du Nord" au Japon et de "Kouriles du Sud" en Russie.

Xinhua



ATOP

Pour vos articles, reportages

Nous contacter.

Actualités, Proximité

☎ +228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

✉ atoptogo1@gmail.com

🌐 www.atop.tg



SPORTS

LE CAMEROUN ET LE MALAWI EN FINALE HISTORIQUE DE LA TOTALENERGIES CAF FEMININE, MAROC 2026, A RABAT

Yaoudé, (CAF) - Le Malawi, novice à la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Féminine, a déjà marqué l'histoire de la compétition. Son parcours exceptionnel connaîtra un nouveau chapitre le dimanche prochain, à Rabat, où les Scorchers affronteront le Cameroun en finale à 20h00, heure locale (19h00 GMT).

À l'issue de cette finale, le vainqueur de la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Féminine, Maroc 2026, soulèvera le prestigieux trophée et bénéficiera d'une

dotation record de 2 millions de dollars, parmi les plus importantes jamais attribuées dans le football féminin des sélections nationales.

Le Malawi, une première historique

Le Malawi réalise une campagne remarquable pour sa première participation à la compétition. Après avoir franchi la phase de groupes, les Scorchers ont confirmé leurs ambitions lors des matches à élimination directe.

En quarts de finale, le Malawi s'est imposé 2-1 face au Ghana, décrochant sa qualification pour le dernier carré et, par la même occasion, son billet pour la Coupe du Monde Féminine de la FIFA 2027 au Brésil.

Les Malawites ont poursuivi leur parcours historique en demi-finales avec une victoire 3-1 contre l'Algérie, synonyme de qualification pour la première finale de la CAN Féminine de leur histoire.

Les sœurs Tabitha et Temwa Chawinga ont une nouvelle fois joué un rôle déterminant dans cette campagne exceptionnelle. Leur influence offensive a largement contribué au parcours d'une équipe qui n'a cessé de repousser les limites depuis le début de la compétition.

Le Cameroun retrouve la finale dix ans après

Le Cameroun disputera sa première finale depuis 2016, année où les Lionnes Indomptables s'étaient inclinées face au Nigeria.

Pour atteindre le dernier rendez-vous de cette édition 2026, les Camerounaises ont signé deux victoires marquantes lors de la phase à élimination directe.

En quarts de finale, elles ont créé l'une des principales sensations du tournoi en éliminant le Nigeria, champion en titre et recordman de victoires avec dix sacres, sur le score de 1-0. Une victoire qui leur a également permis de prendre leur revanche dix ans après leur défaite en finale.

Portées par une défense particulièrement solide et les interventions décisives de leur gardienne Michaela Kyria Bihina, les Lionnes Indomptables ont ensuite résisté au Maroc en demi-finales.

Après 120 minutes sans but, le Cameroun s'est imposé 3-1 aux tirs au but, mettant fin au parcours des hôtes devant leur public au stade Moulay El Hassan.

Le match pour la troisième place opposera le Maroc à l'Algérie, samedi à 17h00 GMT au Stade olympique de Rabat, dans un derby maghrébin très attendu.

Deux barrages décisifs pour la Coupe du Monde

La journée de jeudi sera également marquée par deux rencontres cruciales dans la course aux dernières places africaines pour la Coupe du Monde Féminine de la FIFA 2027.

À Casablanca, le Nigeria affrontera l'Afrique du Sud, tandis que le Ghana sera opposé à la Côte d'Ivoire.

Les deux vainqueurs accèderont aux barrages intercontinentaux, où ils tenteront de décrocher leur qualification pour la phase finale de la Coupe du Monde Féminine de la FIFA 2027 au Brésil.

CAF

